

Japon aux frais de la princesse il n'en est rien résulté: ni commandes, ni ventes ni programmes—simplement beaucoup de bla-bla-bla.

Sans doute, devons-nous attendre la démission du ministre de l'Agriculture avant de pouvoir prendre la moindre mesure favorable aux cultivateurs de l'Ouest. Le monde des affaires de la région dont j'ai parlé a également ressenti ces effets néfastes. Entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 1967, cette région a vu tomber le niveau de ses ventes par rapport à la période correspondante de l'année dernière. En voici quelques exemples: les ventes de machines ont baissé de 66 p. 100; celles d'engrais d'environ 60 p. 100; celles de fourrage et d'aliments complémentaires pour le détail de 15 p. 100; celles des objets de quincaillerie, de 38 p. 100; celles des vêtements de 20 p. 100; celles des pièces détachées, de 55 p. 100 et celles des épiceries de 10 p. 100. Si ces conditions devaient se prolonger, les affaires de la communauté, c'est désormais évident, connaîtraient des jours sombres. En outre, tout semble indiquer que les dettes actives sont consolidées et que l'on négocie auprès des banques et autres instituts de prêts des emprunts anormaux afin de rembourser ces créances que possèdent les firmes locales. En d'autres termes, il semblerait que les cultivateurs de la région n'aient réussi qu'à reculer l'échéance.

• (10.20 p.m.)

Nous sommes assez déçus, de ce côté-ci de la Chambre, du manque d'intérêt témoigné par le gouvernement aux cultivateurs de l'Ouest. Nous sommes également désappointés par l'attitude de certains membres du cabinet qui viennent de l'Ouest. Je dois dire que je ne songe pas au ministre de l'Agriculture en disant cela. A bon nombre de nos interpellations, durant la période des questions, on répond de façon cavalière ou arrogante, comme si nous n'avions pas à nous mêler de ces choses. Bien souvent, nos questions restent sans réponse. Les agriculteurs sont bien en peine de savoir ce qu'ils vont semer cette année. Beaucoup d'entre eux sèment des céréales secondaires ou des graines oléagineuses. Ici encore, nous devons adopter une politique de vente dynamique; nous pouvons sûrement produire plus que ce qu'il nous faut pour nourrir nos troupeaux. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi nous ne tirons pas parti des marchés de provendes en puissance dans l'Est du Canada. Dans ces circonstances, comment pouvons-nous nous attendre à vendre nos produits à l'étranger? Ce que je voudrais faire comprendre, c'est qu'un remaniement

complet s'impose dans l'ensemble de nos accords de mise en marché. Il faudrait assouplir et mettre à jour les méthodes de la Commission canadienne du blé. Le gouvernement doit prendre l'initiative dans ce domaine et tant qu'il ne l'aura pas fait, il faudra fournir une aide quelconque.

Je fais donc appel au gouvernement, en lui signalant que les agriculteurs de l'Ouest canadien ont grandement besoin d'aide, et dès maintenant. Qu'on la leur accorde, sous forme de paiement à l'acre ou de subvention directe ou encore de revenu supplémentaire, pour leur assurer dans l'intervalle un mode de vie convenable. Si l'on n'avise pas bientôt à certaines mesures, la vague de protestations pourrait s'enfler, s'amplifier et aboutir peut-être à la violence. Tel est le message de la communauté agricole, monsieur l'Orateur. J'en profite pour dire au gouvernement qu'il fait mieux de tendre l'oreille et de se montrer attentif. Il fait mieux d'examiner attentivement les mémoires qu'on lui soumet et d'aviser à des moyens de remédier à une situation qui pourrait aboutir à la crise la plus grave qu'on ait jamais vue.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je crois que le député de Vegreville (M. Mazankowski) admettra que dans les trois minutes qui me restent pour répondre, je ne pourrai pas même faire un examen superficiel de tous les facteurs économiques impliqués dans les problèmes qu'il a soulevés.

Je lui rappelle que le comité permanent de l'agriculture est en train de préparer une recommandation à la suite de ses constatations après avoir parcouru l'Ouest du Canada pour voir lui-même certaines des régions en cause.

Dans la question qu'il a posée hier, le député avait quelque chose à dire sur le calendrier des programmes et des mesures du gouvernement. Si le gouvernement faisait une déclaration sur les problèmes étudiés par le comité, il ne manifesterait pas le respect que j'ai pour la Chambre et pour ses comités. Certes, si le comité compte présenter un rapport dans quelques jours, le gouvernement devrait lui témoigner assez de respect pour lui laisser au moins assez de temps pour préparer ce rapport, ce qu'il est en train de faire, autant que je sache, le plus rapidement possible.

Je suis sûr que nous comptons prendre très au sérieux les observations et recommandations de ce comité. Après tout, c'est pour cette raison que le comité a parcouru l'Ouest du Canada au début de ce mois. Limité à trois minutes, je crois avoir répondu à la question